



Published on *Force Ouvrière Territoriaux* (<https://foterritoriaux.org>)

[Accueil](#) > [Printer-friendly PDF](#) > Décret n° 91-843 du 2 septembre 1991 portant statut particulier du cadre d'emplois des attachés territoriaux de conservation du patrimoine

Décret n° 91-843 du 2 septembre 1991 portant statut particulier du cadre d'emplois des attachés territoriaux de conservation du patrimoine

- [Statut pratique](#) ^[1]
- [Attaché de conservation du patrimoine](#) ^[2]

Décret n°91-843 du 2 septembre 1991 portant statut particulier du cadre d'emplois des attachés territoriaux de conservation du patrimoine

Dernière modification : 9 avril 2017

[Version en vigueur ...](#) ^[3]

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur,

Vu le code des communes ;

Vu le code du service national ;

Vu la loi du 31 décembre 1913 modifiée sur les monuments historiques ;

Vu la loi du 23 juin 1941 modifiée relative à l'exportation des oeuvres d'art ;

Vu la loi du 27 septembre 1941 portant réglementation des fouilles et antiquités, validée par l'ordonnance n° 45-2092 du 13 septembre 1945 ;

Vu la loi n° 79-18 du 3 janvier 1979 sur les archives ;

Vu la loi n° 80-532 du 15 juillet 1980 relative à la protection des collections publiques contre

les actes de malveillance ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu les articles 62, 65, 66, 67 et 68 de la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 modifiée relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale ;

Vu la loi n° 90-1067 du 28 novembre 1990 relative à la fonction publique territoriale et portant modification de certains articles du code des communes ;

Vu le décret n° 45-2075 du 31 août 1945 modifié portant application de l'ordonnance relative à l'organisation provisoire des musées des beaux-arts ;

Vu le décret n° 65-773 du 9 septembre 1965 relatif au régime de retraite des fonctionnaires affiliés à la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales ;

Vu le décret n° 85-1076 du 9 octobre 1985 pris pour l'application des articles 4, 5 et 6 de la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 et relatif à l'exercice du droit à la formation des agents de la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 86-227 du 18 février 1986 relatif à la titularisation des agents des collectivités territoriales des catégories A et B ;

Vu le décret n° 87-811 du 5 octobre 1987 modifié relatif au Centre national de la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 88-849 du 28 juillet 1988 relatif au contrôle scientifique et technique de l'Etat sur les archives des collectivités territoriales ;

Vu le décret n° 90-406 du 16 mai 1990 relatif à l'Ecole nationale du patrimoine ;

Vu le décret n° 90-437 du 28 mai 1990 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des personnels civils sur le territoire métropolitain de la France lorsqu'ils sont à la charge des budgets de l'Etat, des établissements publics nationaux à caractère administratif et de certains organismes subventionnés ;

Vu le décret n° 90-829 du 20 septembre 1990 relatif à la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 90-939 du 17 octobre 1990 fixant les règles d'assimilation prévues à l'article 16 bis du décret du 9 septembre 1965 relatif au régime de retraite des fonctionnaires affiliés à la Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales, et notamment son article 15 ;

Vu l'avis du Conseil supérieur de la fonction publique territoriale en date du 21 février 1991 ;

Le Conseil d'Etat (section de l'intérieur) entendu,

•

TITRE Ier : DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Article 1 [En savoir plus sur cet article...](#) [4]

- Modifié par [Décret n°2017-502 du 6 avril 2017 - art. 1](#) [5]

Les attachés territoriaux de conservation du patrimoine constituent un cadre d'emplois de catégorie A au sens de l'article 13 de la loi du 13 juillet 1983 susvisée.

Ce cadre d'emplois comprend le grade d'attaché de conservation du patrimoine et le grade d'attaché principal de conservation du patrimoine.

Article 2 [En savoir plus sur cet article...](#) [6]

- Modifié par [Décret n°2009-1582 du 17 décembre 2009 - art. 16](#) [7]

Les membres du cadre d'emplois sont affectés, en fonction de leur formation, dans un service ou établissement correspondant à l'une des spécialités suivantes de la conservation du patrimoine :

1. Archéologie ;
2. Archives ;
3. Inventaire ;
4. Musées.
5. Patrimoine scientifique, technique et naturel. "

Les attachés territoriaux de conservation du patrimoine participent à l'étude, au classement, à la conservation, l'entretien, l'enrichissement et à la mise en valeur du patrimoine d'une collectivité territoriale ou d'un établissement public mentionné à [l'article 2 de la loi du 26 janvier 1984](#) [8] précitée. Ils contribuent à faire connaître ce patrimoine par des expositions, des enseignements, des publications ou toute autre manifestation ayant pour objet de faciliter l'accès du public à la connaissance et à la découverte du patrimoine.

Ils peuvent être nommés aux emplois de direction des services communaux ou régionaux d'archives, des services d'archéologie ou des établissements contrôlés assurant les missions mentionnées au deuxième alinéa du présent article. Dans les services ou établissements dirigés par un conservateur du patrimoine, les attachés de conservation ont vocation à remplir les fonctions d'adjoint du conservateur du patrimoine

ou à diriger l'un des secteurs d'activités de l'établissement.

•

TITRE II : MODALITÉS DE RECRUTEMENT.

Article 3 [En savoir plus sur cet article...](#) ^[9]

- Modifié par [Décret n°98-68 du 2 février 1998 - art. 10](#) ^[10]

Le recrutement en qualité d'attaché territorial de conservation du patrimoine intervient après inscription sur les listes d'aptitude établies :

- 1° En application des dispositions de l'article 36 de la loi du 26 janvier 1984 précitée ;
- 2° En application des dispositions du 2° de l'article 39 de ladite loi.

Article 4 [En savoir plus sur cet article...](#) ^[11]

- Modifié par [Décret n°2009-1724 du 30 décembre 2009 - art. 3](#) ^[12]

Sont inscrits sur la liste d'aptitude prévue au 1° de l'article 3 ci-dessus les candidats déclarés admis :

- 1° A un concours externe ouvert dans l'une des spécialités mentionnées à l'article 2 ci-dessus, pour 60 % au moins des postes à pourvoir, aux candidats titulaires d'un diplôme national sanctionnant un deuxième cycle d'études supérieures ou d'un titre ou d'un diplôme de niveau équivalent figurant sur une liste établie par décret ;
- 2° A un concours interne ouvert dans l'une des spécialités mentionnées à l'article 2 ci-dessus, pour 30 % au plus des postes à pourvoir, aux fonctionnaires et agents publics ainsi qu'aux agents en fonction dans une organisation internationale intergouvernementale. Les candidats doivent justifier, au 1^{er} janvier de l'année du concours, de quatre ans au moins de services publics effectifs, compte non tenu des périodes de stage ou de formation dans une école ou un établissement ouvrant accès à un grade de la fonction publique ;
- 3° A un troisième concours ouvert dans l'une des spécialités mentionnées à l'article 2 ci-dessus, pour 10 % au plus des postes à pourvoir, aux candidats justifiant de l'exercice, pendant une durée de quatre ans au moins, d'une ou de plusieurs activités professionnelles, d'un ou de plusieurs mandats de membre d'une assemblée élue d'une collectivité territoriale ou d'une ou de plusieurs activités accomplies en qualité de responsable d'une association.

Les activités professionnelles mentionnées ci-dessus doivent correspondre à des fonctions de protection, de promotion et de mise en valeur dans le domaine patrimonial ou culturel.

Un décret fixe les modalités de prise en compte de ces activités.

Lorsque le nombre de candidats ayant subi avec succès les épreuves de l'un des trois concours mentionnés ci-dessus est inférieur au nombre de places offertes à ce concours, le jury peut modifier le nombre de places aux concours externe et interne dans la limite de 15 %.

Les concours comprennent des épreuves d'admissibilité et des épreuves d'admission dont les modalités et le contenu sont fixés par décret. Les programmes sont fixés par arrêté conjoint du ministre chargé des collectivités territoriales et du ministre chargé de la culture et, pour ce qui concerne la spécialité mentionnée au 5° de l'article 2, par arrêté conjoint du ministre chargé des collectivités territoriales et du ministre chargé de l'enseignement supérieur.

Les concours sont organisés par les centres de gestion dans les conditions fixées par la charte prévue à l'[article 14 de la loi du 26 janvier 1984](#) ^[13] susvisée ou, en l'absence de charte, par le centre de gestion coordonnateur mentionné à la seconde phrase de l'avant-dernier alinéa du même article. Le président du centre de gestion fixe les modalités d'organisation, les règles de discipline, le nombre de postes ouverts et la date des épreuves. Il établit la liste des candidats autorisés à concourir. Il arrête également la liste d'aptitude.

NOTA :

Décret n° 2009-1724 du 30 décembre 2009 art. 16 : Les dispositions du présent décret s'appliquent aux concours et examens professionnels ouverts à compter du 1er janvier 2010.

Article 5 [En savoir plus sur cet article...](#) ^[14]

- Modifié par [Décret n°2011-1642 du 23 novembre 2011 - art. 30](#) ^[15]

Peuvent être inscrits sur la liste d'aptitude prévue au 2° de l'article 3 correspondant à la spécialité où ils ont fait acte de candidature les assistants territoriaux de conservation du patrimoine et des bibliothèques titulaires des grades d'assistant de conservation principal de 2e classe et d'assistant de conservation principal de 1re classe qui justifient d'au moins dix ans de services publics effectifs, dont au moins cinq années dans le cadre d'emplois des assistants territoriaux de conservation du patrimoine et des bibliothèques en position d'activité ou de détachement.

L'inscription sur la liste d'aptitude ne peut intervenir qu'au vu des attestations établies par le Centre national de la fonction publique territoriale précisant que l'agent a accompli, dans son cadre d'emplois ou emploi d'origine, la totalité de ses obligations de formation de professionnalisation pour les périodes révolues.

Article 6 [En savoir plus sur cet article...](#) ^[16]

- Modifié par [Décret n°2017-502 du 6 avril 2017 - art. 2](#) ^[17]

Les fonctionnaires territoriaux mentionnés au 2° de l'article 3 peuvent être recrutés en qualité d'attaché de conservation du patrimoine stagiaire à raison d'un recrutement au titre de la promotion interne pour trois recrutements intervenus dans les conditions fixées à l'[article 31 du décret n° 2013-593 du 5 juillet 2013](#) ^[18] relatif aux conditions générales de recrutement et d'avancement de grade et portant dispositions statutaires diverses applicables aux fonctionnaires de la fonction publique territoriale.

•

TITRE III : NOMINATION, TITULARISATION ET FORMATION OBLIGATOIRE.

Article 7 [En savoir plus sur cet article...](#) ^[19]

- Modifié par [DÉCRET n°2015-1385 du 29 octobre 2015 - art. 1](#) ^[20]

Les candidats inscrits sur la liste d'aptitude prévue à l'article 4 ci-dessus et recrutés sur un emploi d'une des collectivités ou établissements publics mentionnés à l'article 2 sont nommés attachés territoriaux de conservation du patrimoine stagiaires pour une durée d'un an par l'autorité territoriale investie du pouvoir de nomination. Au cours de leur stage, ils sont astreints à suivre une formation d'intégration, dans les conditions prévues par le décret n° 2008-512 du 29 mai 2008 relatif à la formation statutaire obligatoire des fonctionnaires territoriaux et pour une durée totale de dix jours.

NOTA :

Conformément à l'article 3 du décret n° 2015-1385 du 29 octobre 2015, les présentes dispositions entrent en vigueur pour toutes les formations statutaires d'intégration qui débutent après le 1er janvier 2016.

Article 8 [En savoir plus sur cet article...](#) ^[21]

- Modifié par [Décret n°2008-513 du 29 mai 2008 - art. 6](#) ^[22]

Les fonctionnaires inscrits sur la liste d'aptitude prévue à l'article 5 ci-dessus et recrutés sur un emploi d'une des collectivités ou établissements publics mentionnés à l'article 2 sont nommés attachés territoriaux de conservation du patrimoine stagiaires par l'autorité territoriale investie du pouvoir de nomination pour une durée de six mois pendant laquelle ils sont placés en position de détachement auprès de la collectivité ou de l'établissement qui a procédé au recrutement.

Article 8-1 (abrogé) [En savoir plus sur cet article...](#) ^[23]

- Modifié par [Décret n°2001-1236 du 21 décembre 2001 - art. 25 \(V\)](#) ^[24]
- Abrogé par [Décret n°2008-513 du 29 mai 2008 - art. 6](#) ^[22]

Article 9 [En savoir plus sur cet article...](#) ^[25]

- Modifié par [Décret n°2008-513 du 29 mai 2008 - art. 6](#) [22]

La titularisation des stagiaires intervient, par décision de l'autorité territoriale, à la fin du stage mentionné aux articles 7 et 8 ci-dessus. Pour les stagiaires mentionnés à l'article 7, cette titularisation intervient au vu notamment d'une attestation de suivi de la formation d'intégration, établie par le Centre national de la fonction publique territoriale.

Lorsque la titularisation n'est pas prononcée, le stagiaire est soit licencié s'il n'avait pas auparavant la qualité de fonctionnaire, soit réintégré dans son cadre d'emplois, corps ou emploi d'origine.

Toutefois, l'autorité territoriale peut, à titre exceptionnel, décider que la période de stage est prolongée d'une durée maximale d'un an pour les stagiaires mentionnés à l'article 7 et de deux mois pour les stagiaires mentionnés à l'article 8.

Article 10 [En savoir plus sur cet article...](#) [26]

- Modifié par [Décret n°2017-502 du 6 avril 2017 - art. 3](#) [27]

I.-Le classement lors de la nomination dans le cadre d'emplois des attachés territoriaux de conservation du patrimoine est prononcé conformément aux dispositions du décret n° 2006-1695 du 22 décembre 2006 fixant les dispositions statutaires communes applicables aux cadres d'emplois des fonctionnaires de la catégorie A de la fonction publique territoriale, sous réserve des dispositions des II, III et IV.

II.-Les attachés territoriaux de conservation du patrimoine qui ont été recrutés en application du 1° de l'article 4 par la voie du concours externe et ont présenté une épreuve adaptée aux titulaires d'un doctorat bénéficiant, au titre de la préparation du doctorat, d'une bonification d'ancienneté de deux ans. Lorsque la période de préparation du doctorat a été accomplie sous contrat de travail, les services accomplis dans ce cadre sont pris en compte, selon le cas, selon les modalités prévues aux articles 7 ou 9 du décret du 22 décembre 2006 précité, pour la part de leur durée excédant deux ans. Une même période ne peut être prise en compte qu'une seule fois.

III.-Les membres des corps et cadres d'emplois de catégorie B régis par les décrets n° 2010-329 du 22 mars 2010 portant dispositions statutaires communes à divers cadres d'emplois de fonctionnaires de la catégorie B de la fonction publique territoriale, n° 2009-1388 du 11 novembre 2009 portant dispositions statutaires communes à divers corps de fonctionnaires de la catégorie B de la fonction publique de l'Etat et n° 2011-661 du 14 juin 2011 portant dispositions statutaires communes à divers corps de fonctionnaires de la catégorie B de la fonction publique hospitalière sont classés, lors de leur nomination dans le cadre d'emplois des attachés territoriaux de conservation du patrimoine, conformément au tableau de correspondance suivant :

SITUATION DANS LE TROISIÈME GRADE DU CORPS ou du cadre d'emplois de catégorie B	SITUATION DANS LE GRADE d'attaché de conservation du patrimoine	
Echelons	Echelons	Ancienneté conservée dans la limite de la durée de l'échelon
11e échelon	10e échelon	Sans ancienneté
10e échelon	10e échelon	Sans ancienneté
9e échelon	9e échelon	Ancienneté acquise
8e échelon	9e échelon	Sans ancienneté
7e échelon	8e échelon	Sans ancienneté
6e échelon	7e échelon	Sans ancienneté
5e échelon	6e échelon	Sans ancienneté

4e échelon	5e échelon	Ancienneté acquise
3e échelon	5e échelon	Sans ancienneté
2e échelon	4e échelon	Ancienneté acquise
1er échelon	3e échelon	Ancienneté acquise
SITUATION DANS LE DEUXIÈME GRADE DU CORPS ou du cadre d'emplois de catégorie B	SITUATION DANS LE GRADE d'attaché de conservation du patrimoine	
13e échelon	8e échelon	Ancienneté acquise
12e échelon	8e échelon	Sans ancienneté
11e échelon	7e échelon	Sans ancienneté
10e échelon	6e échelon	Ancienneté acquise
9e échelon	6e échelon	Sans ancienneté
8e échelon	5e échelon	Ancienneté acquise

7e échelon	5e échelon	Sans ancienneté
6e échelon	4e échelon	Ancienneté acquise
5e échelon	3e échelon	Ancienneté acquise
4e échelon	3e échelon	Sans ancienneté
3e échelon	2e échelon	Ancienneté acquise
2e échelon	2e échelon	Sans ancienneté
1er échelon	1er échelon	Ancienneté acquise
SITUATION DANS LE PREMIER GRADE du corps ou du cadre d'emplois de catégorie B	SITUATION DANS LE GRADE d'attaché de conservation du patrimoine	
13e échelon	7e échelon	Ancienneté acquise
12e échelon	7e échelon	Sans ancienneté
11e échelon	6e échelon	Sans ancienneté

10e échelon	5e échelon	Ancienneté acquise
9e échelon	5e échelon	Sans ancienneté
8e échelon	4e échelon	Ancienneté acquise
7e échelon	4e échelon	Sans ancienneté
6e échelon	3e échelon	Ancienneté acquise
5e échelon	2e échelon	Ancienneté acquise
4e échelon	2e échelon	Sans ancienneté
3e échelon	2e échelon	Sans ancienneté
2e échelon	2e échelon	Sans ancienneté
1er échelon	1er échelon	Ancienneté acquise

IV.-Les fonctionnaires appartenant à un corps ou un cadre d'emplois de catégorie C ou de même niveau sont classés en appliquant les dispositions du III à la situation qui serait la leur si, préalablement à leur nomination dans le cadre d'emplois des attachés territoriaux de conservation du patrimoine, ils avaient été nommés dans un cadre d'emplois régi par le décret du 22 mars 2010 précité, et classés en application des dispositions de la section 1 du chapitre III de ce même décret qui leur sont applicables.

Article 11 [En savoir plus sur cet article...](#) [28]

- Modifié par [Décret n°2008-513 du 29 mai 2008 - art. 6](#) [22]

Dans un délai de deux ans après leur nomination prévue aux articles 7 et 8 ci-dessus, ou leur détachement prévu à l'article 21 ci-dessous, les membres du présent cadre d'emplois sont astreints à suivre une formation de professionnalisation au premier emploi, dans les conditions prévues par le [décret n° 2008-512 du 29 mai 2008](#) [29] et pour une durée totale de cinq jours.

En cas d'accord entre l'agent et l'autorité territoriale dont il relève, la durée mentionnée à l'alinéa précédent peut être portée au maximum à dix jours.

Article 12 [En savoir plus sur cet article...](#) [30]

- Modifié par [Décret n°2008-513 du 29 mai 2008 - art. 6](#) [22]

A l'issue du délai de deux ans prévu à l'article précédent, les membres du présent cadre d'emplois sont astreints à suivre une formation de professionnalisation tout au long de la carrière, dans les conditions prévues par le [décret n° 2008-512 du 29 mai 2008](#) [29], à raison de deux jours par période de cinq ans.

Article 13 [En savoir plus sur cet article...](#) [31]

- Modifié par [Décret n°2008-513 du 29 mai 2008 - art. 6](#) [22]

Lorsqu'ils accèdent à un poste à responsabilité, au sens de l'[article 15 du décret n° 2008-512 du 29 mai 2008](#) [32], les membres du présent cadre d'emplois sont astreints à suivre, dans un délai de six mois à compter de leur affectation sur l'emploi considéré, une formation, d'une durée de trois jours, dans les conditions prévues par le même décret.

Article 14 [En savoir plus sur cet article...](#) [33]

- Modifié par [Décret n°2008-513 du 29 mai 2008 - art. 6](#) [22]

En cas d'accord entre l'agent et l'autorité territoriale dont il relève, la durée des formations mentionnée aux deux articles précédents peut être portée au maximum à dix jours.

Article 15 (abrogé) [En savoir plus sur cet article...](#) [34]

- Modifié par [Décret n°98-68 du 2 février 1998 - art. 10](#) [10]
- Abrogé par [Décret n°2006-1696 du 22 décembre 2006 - art. 5](#) [35]
- Abrogé par [Décret 2006-1696 2006-12-22 art. 5 2° JORF 29 décembre 2006 en vigueur le 1er janvier 2007](#) [36]

Article 16 (abrogé) [En savoir plus sur cet article...](#) [37]

- Abrogé par [Décret n°2006-1696 du 22 décembre 2006 - art. 5](#) [35]
- Abrogé par [Décret 2006-1696 2006-12-22 art. 5 2° JORF 29 décembre 2006 en vigueur le 1er janvier 2007](#)

[36]

Article 16-1 (abrogé) [En savoir plus sur cet article...](#) [38]

- Créé par [Décret n°2002-872 du 3 mai 2002 - art. 5 JORF 5 mai 2002](#) [39]
- Abrogé par [Décret n°2006-1696 du 22 décembre 2006 - art. 5](#) [35]
- Abrogé par [Décret 2006-1696 2006-12-22 art. 5 2° JORF 29 décembre 2006 en vigueur le 1er janvier 2007](#) [36]

•

TITRE IV : AVANCEMENT.

Article 17 [En savoir plus sur cet article...](#) [40]

- Modifié par [Décret n°2017-502 du 6 avril 2017 - art. 4](#) [41]

Le grade d'attaché territorial de conservation du patrimoine comprend onze échelons.

Le grade d'attaché principal de conservation du patrimoine comprend neuf échelons.

Article 18 [En savoir plus sur cet article...](#) [42]

- Modifié par [Décret n°2017-502 du 6 avril 2017 - art. 5](#) [43]

La durée du temps passé dans chacun des échelons des grades est fixée ainsi qu'il suit :

ATTACHÉ PRINCIPAL DE CONSERVATION DU PATRIMOINE	
9e échelon	-
8e échelon	3 ans
7e échelon	2 ans 6 mois
6e échelon	2 ans 6 mois
5e échelon	2 ans
4e échelon	2 ans
3e échelon	2 ans
2e échelon	2 ans
1er échelon	2 ans
ATTACHÉ DE CONSERVATION DU PATRIMOINE	
11e échelon	-
10e échelon	4 ans

9e échelon	3 ans
8e échelon	3 ans
7e échelon	3 ans
6e échelon	3 ans
5e échelon	2 ans 6 mois
4e échelon	2 ans
3e échelon	2 ans
2e échelon	2 ans
1er échelon	1 an 6 mois

Article 19 [En savoir plus sur cet article...](#) ^[44]

- Modifié par [Décret n°2017-502 du 6 avril 2017 - art. 6](#) ^[45]

Peuvent être nommés au grade d'attaché principal de conservation du patrimoine, après inscription sur un tableau d'avancement :

1° Après un examen professionnel organisé par les centres de gestion, les attachés de conservation du patrimoine qui justifient, au 1er janvier de l'année au titre de laquelle est établi le tableau d'avancement, d'une durée de trois ans de services effectifs dans un cadre d'emplois, corps ou emploi de catégorie A ou de même niveau et ont atteint le 5e échelon du grade d'attaché de conservation du patrimoine ;

2° Les attachés de conservation du patrimoine qui justifient, au plus tard le 31 décembre de l'année au titre de laquelle le tableau d'avancement est établi, d'au moins sept ans de services effectifs dans un cadre d'emplois, corps ou emploi de catégorie A ou de même niveau et ont atteint le 8e échelon du grade d'attaché de conservation du patrimoine.

Article 20 [En savoir plus sur cet article...](#) ^[46]

- Modifié par [Décret n°2017-502 du 6 avril 2017 - art. 6](#) ^[45]

Les attachés de conservation du patrimoine nommés au grade d'attaché principal de conservation du patrimoine en application de l'article 19 sont classés dans ce nouveau grade conformément au tableau de correspondance suivant :

SITUATION DANS LE GRADE d'attaché de conservation du patrimoine	SITUATION DANS LE GRADE d'attaché principal de conservation du patrimoine	ANCIENNETÉ CONSERVÉE DANS LA LIMITE de la durée de l'échelon
11e échelon	6e échelon	Ancienneté acquise
10e échelon	5e échelon	Ancienneté acquise
9e échelon	4e échelon	Ancienneté acquise
8e échelon	3e échelon	Ancienneté acquise
7e échelon	3e échelon	Sans ancienneté
6e échelon	2e échelon	Ancienneté acquise
5e échelon	1er échelon	Ancienneté acquise

•

TITRE V : DISPOSITIONS DIVERSES.

Article 21 (abrogé) [En savoir plus sur cet article...](#) ^[47]

- Abrogé par [Décret n°2017-502 du 6 avril 2017 - art. 7](#) ^[48]

Article 22 (abrogé) [En savoir plus sur cet article...](#) ^[49]

- Modifié par [Décret n°98-68 du 2 février 1998 - art. 10](#) ^[10]
- Abrogé par [Décret n°2017-502 du 6 avril 2017 - art. 7](#) ^[48]

Article 23 (abrogé) [En savoir plus sur cet article...](#) ^[50]

- Modifié par [Décret n°98-68 du 2 février 1998 - art. 10](#) ^[10]
- Abrogé par [Décret n°2017-502 du 6 avril 2017 - art. 7](#) ^[48]

Article 24 (abrogé) [En savoir plus sur cet article...](#) ^[51]

- Modifié par [Décret n°98-68 du 2 février 1998 - art. 10](#) ^[10]
- Abrogé par [Décret n°2017-502 du 6 avril 2017 - art. 7](#) ^[48]

Article 25 [En savoir plus sur cet article...](#) ^[52]

Les attachés territoriaux de conservation du patrimoine peuvent en cours de carrière demander à être nommés dans un emploi correspondant à une autre spécialité que celle dont ils relèvent.

Le changement de spécialité est prononcé par l'autorité territoriale après avis du

président du Centre national de la fonction publique territoriale. L'autorité territoriale peut subordonner ce changement de spécialité à l'accomplissement d'un cycle de perfectionnement d'une durée maximale de six mois dans la nouvelle spécialité. Ce cycle est organisé par le Centre national de la fonction publique territoriale ou conformément à une convention conclue par celui-ci.

Article 26 [En savoir plus sur cet article...](#) [53]

Les membres du cadre d'emplois des attachés territoriaux de conservation du patrimoine ne peuvent se livrer directement ou indirectement au commerce ou à l'expertise d'oeuvres d'art et d'objets de collection. Ils peuvent néanmoins être autorisés par l'autorité territoriale à procéder à des expertises ordonnées par un tribunal ou à donner des consultations à la demande d'une autorité administrative.

Article 27 [En savoir plus sur cet article...](#) [54]

- Modifié par [Décret n°2017-63 du 23 janvier 2017 - art. 1](#) [55]

La valeur professionnelle des membres de ce cadre d'emplois est appréciée dans les conditions prévues par le [décret n° 2014-1526 du 16 décembre 2014](#) [56] relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux.

•

TITRE VI : CONSTITUTION INITIALE DU CADRE D'EMPLOIS ET AUTRES DISPOSITIONS TRANSITOIRES. (abrogé)

Article 28 (abrogé) [En savoir plus sur cet article...](#) [57]

- Abrogé par [Décret n°2017-502 du 6 avril 2017 - art. 7](#) [48]

Article 29 (abrogé) [En savoir plus sur cet article...](#) [58]

- Abrogé par [Décret n°2017-502 du 6 avril 2017 - art. 7](#) [48]

Article 30 (abrogé) [En savoir plus sur cet article...](#) [59]

- Abrogé par [Décret n°2017-502 du 6 avril 2017 - art. 7](#) [48]

Article 31 (abrogé) [En savoir plus sur cet article...](#) [60]

- Modifié par [Décret n°92-504 du 11 juin 1992 - art. 29](#) [61]
- Abrogé par [Décret n°2017-502 du 6 avril 2017 - art. 7](#) [48]

Article 32 (abrogé) [En savoir plus sur cet article...](#) [62]

- Abrogé par [Décret n°2017-502 du 6 avril 2017 - art. 7](#) [48]

Article 33 (abrogé) [En savoir plus sur cet article...](#) [63]

- Abrogé par [Décret n°2017-502 du 6 avril 2017 - art. 7](#) [48]

- Article 34 (abrogé) [En savoir plus sur cet article...](#) [64]
◦ Abrogé par [Décret n°2017-502 du 6 avril 2017 - art. 7](#) [48]
- Article 35 (abrogé) [En savoir plus sur cet article...](#) [65]
◦ Abrogé par [Décret n°2017-502 du 6 avril 2017 - art. 7](#) [48]
- Article 36 (abrogé) [En savoir plus sur cet article...](#) [66]
◦ Abrogé par [Décret n°2017-502 du 6 avril 2017 - art. 7](#) [48]
- Article 37 (abrogé) [En savoir plus sur cet article...](#) [67]
◦ Abrogé par [Décret n°2017-502 du 6 avril 2017 - art. 7](#) [48]
- Article 38 (abrogé) [En savoir plus sur cet article...](#) [68]
◦ Abrogé par [Décret n°2017-502 du 6 avril 2017 - art. 7](#) [48]
- Article 39 (abrogé) [En savoir plus sur cet article...](#) [69]
◦ Abrogé par [Décret n°2017-502 du 6 avril 2017 - art. 7](#) [48]
- Article 40 (abrogé) [En savoir plus sur cet article...](#) [70]
◦ Abrogé par [Décret n°2017-502 du 6 avril 2017 - art. 7](#) [48]
- Article 41 (abrogé) [En savoir plus sur cet article...](#) [71]
◦ Abrogé par [Décret n°2017-502 du 6 avril 2017 - art. 7](#) [48]
- Article 42 (abrogé) [En savoir plus sur cet article...](#) [72]
◦ Abrogé par [Décret n°2017-502 du 6 avril 2017 - art. 7](#) [48]

•

TITRE VII : DISPOSITIONS RELATIVES AUX TITULAIRES DE PENSIONS
ACCORDÉES EN APPLICATION DU DÉCRET N° 65-773 DU 9 SEPTEMBRE 1965
RELATIF AU RÉGIME DE RETRAITE DES FONCTIONNAIRES AFFILIÉS À LA
CAISSE NATIONALE DE RETRAITE DES AGENTS DES COLLECTIVITÉS LOCALES.
(abrogé)

- Article 43 (abrogé) [En savoir plus sur cet article...](#) [73]
◦ Modifié par [Décret n°98-68 du 2 février 1998 - art. 10](#) [10]
◦ Abrogé par [Décret n°2017-502 du 6 avril 2017 - art. 7](#) [48]

Article 44

Le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget, le ministre de l'intérieur, le ministre de la culture et de la communication, porte-parole du Gouvernement, le ministre délégué au budget et le secrétaire d'Etat aux collectivités locales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

.



Fédération FORCE OUVRIERE
des Personnels des Services Publics
et des Services de Santé
153,155, rue de Rome 75017 PARIS
Tél. 01 44 01 06 00

- [Contact](#)
- [Infos légales](#)
- [Politique de confidentialité](#)

Source URL: <https://foterritoriaux.org/syndicats/juridique/statut-pratique/decret-ndeg-91-843-du-2-septembre-1991-portant-statut>

Links

[1] <https://foterritoriaux.org/taxonomy/term/42>

[2] <https://foterritoriaux.org/statut-pratique/attache-de-conservation-du-patrimoine>

[3] <https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=LEGITEXT000006078004&dateTexte=20180121>

[4] https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexteArticle.do;jsessionid=0E32450CBECB340238BCD979D7103845.tplgfr24s_

[5] https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexteArticle.do;jsessionid=0E32450CBECB340238BCD979D7103845.tplgfr24s_

[6] https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexteArticle.do;jsessionid=0E32450CBECB340238BCD979D7103845.tplgfr24s_

[7] https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexteArticle.do;jsessionid=0E32450CBECB340238BCD979D7103845.tplgfr24s_

[8] <https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexteArticle.do?cidTexte=JORFTEXT000000320434&idArticle=LEGIARTIO>

[9] https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexteArticle.do;jsessionid=0E32450CBECB340238BCD979D7103845.tplgfr24s_

[10] https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexteArticle.do;jsessionid=0E32450CBECB340238BCD979D7103845.tplgfr24s_

[11] https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexteArticle.do;jsessionid=0E32450CBECB340238BCD979D7103845.tplgfr24s_

[12] https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexteArticle.do;jsessionid=0E32450CBECB340238BCD979D7103845.tplgfr24s_

[13] <https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexteArticle.do?cidTexte=JORFTEXT000000320434&idArticle=LEGIARTIO>

[14] https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexteArticle.do;jsessionid=0E32450CBECB340238BCD979D7103845.tplgfr24s_

[15] https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexteArticle.do;jsessionid=0E32450CBECB340238BCD979D7103845.tplgfr24s_

[16] https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexteArticle.do;jsessionid=0E32450CBECB340238BCD979D7103845.tplgfr24s_

[17] https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexteArticle.do;jsessionid=0E32450CBECB340238BCD979D7103845.tplgfr24s_

[18] <https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexteArticle.do?cidTexte=JORFTEXT000027666449&idArticle=JORFARTIO>

[19]

https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexteArticle.do;jsessionid=0E32450CBECB340238BCD979D7103845.tplgfr24s_
[20]

https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexteArticle.do;jsessionid=0E32450CBECB340238BCD979D7103845.tplgfr24s_
[21]

https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexteArticle.do;jsessionid=0E32450CBECB340238BCD979D7103845.tplgfr24s_
[22]

https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexteArticle.do;jsessionid=0E32450CBECB340238BCD979D7103845.tplgfr24s_
[23]

https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexteArticle.do;jsessionid=0E32450CBECB340238BCD979D7103845.tplgfr24s_
[24]

https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexteArticle.do;jsessionid=0E32450CBECB340238BCD979D7103845.tplgfr24s_
[25]

https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexteArticle.do;jsessionid=0E32450CBECB340238BCD979D7103845.tplgfr24s_
[26]

https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexteArticle.do;jsessionid=0E32450CBECB340238BCD979D7103845.tplgfr24s_
[27]

https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexteArticle.do;jsessionid=0E32450CBECB340238BCD979D7103845.tplgfr24s_
[28]

https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexteArticle.do;jsessionid=0E32450CBECB340238BCD979D7103845.tplgfr24s_
[29]

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000018886193&categorieLien=cid>
[30]

https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexteArticle.do;jsessionid=0E32450CBECB340238BCD979D7103845.tplgfr24s_
[31]

https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexteArticle.do;jsessionid=0E32450CBECB340238BCD979D7103845.tplgfr24s_
[32]

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexteArticle.do?cidTexte=JORFTEXT000018886193&idArticle=JORFARTI>
[33]

https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexteArticle.do;jsessionid=0E32450CBECB340238BCD979D7103845.tplgfr24s_
[34]

https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexteArticle.do;jsessionid=0E32450CBECB340238BCD979D7103845.tplgfr24s_
[35]

https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexteArticle.do;jsessionid=0E32450CBECB340238BCD979D7103845.tplgfr24s_
[36]

https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=0E32450CBECB340238BCD979D7103845.tplgfr24s_3?cid
[37]

https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexteArticle.do;jsessionid=0E32450CBECB340238BCD979D7103845.tplgfr24s_
[38]

https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexteArticle.do;jsessionid=0E32450CBECB340238BCD979D7103845.tplgfr24s_
[39]

https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexteArticle.do;jsessionid=0E32450CBECB340238BCD979D7103845.tplgfr24s_
[40]

https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexteArticle.do;jsessionid=0E32450CBECB340238BCD979D7103845.tplgfr24s_
[41]

https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexteArticle.do;jsessionid=0E32450CBECB340238BCD979D7103845.tplgfr24s_
[42]

https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexteArticle.do;jsessionid=0E32450CBECB340238BCD979D7103845.tplgfr24s_
[43]

https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexteArticle.do;jsessionid=0E32450CBECB340238BCD979D7103845.tplgfr24s_
[44]

https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexteArticle.do;jsessionid=0E32450CBECB340238BCD979D7103845.tplgfr24s_
[45]

https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexteArticle.do;jsessionid=0E32450CBECB340238BCD979D7103845.tplgfr24s_
[46]

https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexteArticle.do;jsessionid=0E32450CBECB340238BCD979D7103845.tplgfr24s_

